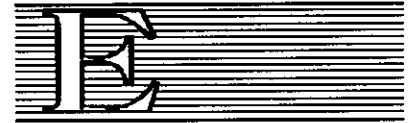


55885



**NATIONS UNIES  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Distr. : LIMITEE

**CEA/AGRIC/96/INF/5  
25 Novembre 1996  
FRANCAIS**

---

Réunion Ad-hoc du Groupe d'experts  
sur l'accroissement de la production et  
l'utilisation des ressources alimentaires  
non conventionnelles comme sources  
d'aliments en Afrique

2-4 décembre 1996  
Addis-Abéba (Ethiopie)

**CONTRIBUTION DU CAMEROUN**

**Dr. Yem Yem Zachée  
Inspecteur Général no. 1  
Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales**

Depuis la rencontre des 23, 24, 25 et 26 Novembre 1992 à Douala organisée conjointement par la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les RANC font partie de plus en plus des préoccupations exerçantes de nos activités surtout du MINEPIA.

En effet, l'impact de l'Atelier de Douala a été si important que suite aux recommandations de cette rencontre, le Secrétaire Général de Services du Premier Ministre, Chef du Gouvernement nous a ..... en ces termes le 15 Février 1993:

"J'ai l'honneur de vous marquer l'accord pour la tenue d'une réunion regroupant toutes les parties concernées par les problèmes de promotion des aliments traditionnels et non conventionnels.

Vous voudrez bien également étudier et développer l'élevage de certains de ces aliments, notamment les gibiers (porcs-épics, etc.), aux fins d'éviter la disparition de ces espèces à la suite du braconnage et d'améliorer le niveau de nutrition et des revenus des populations riveraines du milieu naturel de ces animaux."

Après le rappel de cette volonté de notre Gouvernement à promouvoir les RANC, voici succinctement brossée la situation alimentaire et nutritionnelle du pays, au moment où s'éteignent les lampoins du Sommet Mondial de l'Alimentation à Rome (Italie) au cours duquel les dirigeants du monde entier se sont engagés solennellement à combattre la faim et à prévenir l'insécurité alimentaire.

## **I. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

### **1.1 Situation alimentaire**

Jusqu'à présent, les performances du sous-secteur vivrier ont permis d'assurer au Cameroun son autosuffisance alimentaire. On peut relever sur le territoire national (en dehors de quelques cas locaux ou régionaux dûs aux insuffisances climatiques) une abondance des denrées alimentaires tout au long de l'année.

Tableau 1: Estimation de la production en tonnes des principales culture vivrières pour les sept (7) dernières années

PRODUITS ANNEES	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91
Mils et sorghos	207.660	338.525	541.472	236.264	418 175	343 146	413 300
Mais	408.740	309 752	389 269	386 887	366 735	370 874	369 325
Arachide	99 180	100 957	98 387	84 387	79 767	70 457	65 986
Haricot	54 460	56 923	61 960	40 278	59 095	54 146	54 445
Macabo/Taro	-	1 081 737	1 006 244	898 568	840 646	833 974	932 234
Ignames	109 420	95 708	119 520	100 737	78 714	58 215	98 008
Bananes Douces	701 900	758 727	740 030	611 260	611 914	508 329	ND
Bananes plantain	001 600	1 237 865	1 310 136	948774	854 001	835 024	1 028 780
Manioc	385 300	1 498 749	1 495 801	1 336 115	1 176 253	1 136 799	1 336 310

Source: Dépouillement des Enquêtes Agricoles : MINAGRI/DEAPA, 1990/91.

Cependant, de graves problèmes se posent et menacent à terme, cette autosuffisance alimentaire. Il s'agit de :

- La sécheresse qui crée des formes transitoires d'insécurité alimentaire dans les zones septentrionales affectant le quart de la population tous les 3 ans;
- La pratique d'une agriculture vivrière extensive dont le rythme d'accroissement (2,2%) est faible par rapport au taux de croissance de la population (plus de 3%) par an.
- La crise économique actuelle dont l'une des conséquences est la baisse du pouvoir d'achat des paysans producteurs et l'accroissement du chômage en zone urbaine.
- Les baisses de salaire successives intervenues en 1993 et qui ont privé les agents de l'Etat, groupe important de consommateurs du pays de plus 50% de leur pouvoir d'achat;
- La dévaluation du francs CFA qui renchérit fortement les denrées alimentaires importées.

Pour résoudre ces problèmes, l'Etat fait recours périodiquement aux importations et aux aides alimentaires.

Tableau 2: Evolution des importations de quelques produits agricoles (en tonnes).

	1987	1988	1989	1990
MIL ET SORGHO	96,5	68,5	4,7	1
MAIS	6 066	439	15 593	9 900
HARICOT	2,7	3	9	13
MANIOC	19	0,5	-	3
IGNAMES	38	74,3	3,2	49
POMME DE TERRE	202	61	172	174
RIZ USINE	74 872	49 547	55 066	172 069
FARINE DE FROMENT	123 291	166 469	117 478	188 925
SUCRE	3 291	1 167	3 055	11 327
HUILE D'ARACHIDE	1 025	58	78	25

Source : MINPAT/DSCN

Tableau 3: Evolution de l'aide alimentaire accordée au Cameroun (1987-1991) en tonnes

ANNEES	1986/87	1987/88	1988/89	1989/90	1990/91
	4 170,3	4 120	4 253	1 837,2	2 914

Source : Comité National FAO/PAM

Tableau 3 bis: Répartition de l'aide alimentaire par produit (en tonne) pour la période 1987-1992

PRODUIT	QUANTITE (t)
RIZ	9 237
SUCRE	924
LAIT	544
POISSON	286
VIANDE	1 314
HUILE VEGETALE	2 824

Source: Représentation PAM/Cameroun

N.B. : Certains produits sont achetés sur le marché local.

## **1.2 Situation nutritionnelle au Cameroun**

Malgré sa situation géographique favorable sur le Continent Africain, laquelle lui confère une place particulière dans les domaines de la production, de l'approvisionnement et de la consommation alimentaire, le pays n'est pas à l'abri de la malnutrition. Toutes les consultations médicales quotidiennes des Centres de santé et de différentes enquêtes menées sur le territoire, montrent que les malnutritions infantiles (30%), les anémies nutritionnelles et le goitre, constituent un grand fléau et une grande préoccupation en santé publique au Cameroun.

## **1.3 Facteurs affectant la consommation alimentaire**

Les facteurs qui affectent généralement la consommation, la distribution et l'approvisionnement des produits alimentaires sont:

- le revenu des ménages ruraux et/ou urbains;
- l'organisation de la commercialisation/distribution;
- l'état du réseau routier (enclavement de certaines grandes zones de productions agricoles et pastorales);
- le mode de stockage des produits;
- le manque d'infrastructure de transformation, de conditionnement ou de conservation des produits agricoles;
- la précision dans la planification et la prévision de la production;
- la modernisation du secteur agricole par le biais de l'utilisation des facteurs modernes (mécanisation, matériel végétal sélectionné, engrais, irrigation, traitement phytosanitaire, crédits de campagne, etc...);
- la formation du personnel (des jeunes pour relever les paysans vieillissant).

## **II. STRATEGIES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE**

Les stratégies actuelles du Gouvernement sont composées d'actions orientées dans trois Directions:

- Actions d'incitation de l'offre alimentaire aussi bien au niveau de la production que de l'amélioration des circuits de commercialisation et de distribution.
- Mesures relatives à la demande afin d'améliorer l'accès des populations les plus pauvres à la nourriture par l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

- Actions institutionnelles de la planification, de coordination et de surveillance alimentaire et nutritionnelle (collecte des données, analyse et diffusion des informations, etc...).

### **Incitation de l'offre**

Les actions d'incitation de l'offre alimentaire visent essentiellement l'intensification de la production ainsi que la modernisation de l'appareil de production. Dans ce contexte, la stratégie nationale s'articule autour de trois (3) points : production, conservation-transformation, conservation-distribution.

- Au niveau de la production, l'accent est mis sur le développement des inputs agricoles, la recherche agronomique, la diffusion et la vulgarisation des résultats déjà disponibles. A cet effet, des efforts sont fournis pour renforcer les Institutions de Recherche Agronomique (IRA) et Zootechnique (IRZ).
- Le Système National d'Alerte Rapide (SNAR) qui devra fournir au pouvoir publics et planificateurs des informations sur le secteur alimentaire, l'état nutritionnel des populations à haut risque, les prévisions sur les disponibilités alimentaires, etc..
- L'organisation des enquêtes permanentes sur la consommation des ménages afin d'apprécier les habitudes alimentaires, les préférences, les types de substitution et les dépenses (panier de la ménagère).
- Le suivi des prix et des marchés pour fournir des informations périodiques des intervenants éventuels : producteurs commerçants, transporteurs, planificateurs, services publics, etc.
- Le projet Fonds d'Investissement pour les Micro-réalisations Agricoles et Communautaires (FIMAC) vise à financer les petites réalisations identifiées et préparées par les communautés rurales et dont l'objet est de créer des emplois et des revenus additionnels indispensables à l'acquisition des denrées alimentaires.
- Le projet National de Formation et Vulgarisation Agricoles qui cherche à améliorer les méthodes d'intervention des services traditionnels de vulgarisation du Ministère de l'Agriculture.

### **CONCLUSION**

A l'orée de cet exposé succinct, la volonté politique du Gouvernements Camerounais de s'intéresser réellement aux RANC a été souligné, si le Séminaire National autorisé par le Premier Ministre ne s'est pas encore tenu, c'est surtout à cause de la coordination administrative, des lenteurs des préparatifs et des moyens financiers. Nous saisissons l'occasion qui nous est offerte à Addis Abeba pour solliciter le RAFSA naissant la FAO et tous les organismes intéressés pour nous aider à organiser ce séminaire au cours du Premier Semestre de 1997.

Le Ministre de l'Agriculture à travers la mise en oeuvre des différents objectifs de sa nouvelle politique agricole cherche à diversifier les productions agricoles pour augmenter le revenu des producteurs et assurer/consolider l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle des Camerounais.

Quant aux produits agricoles traditionnels et non conventionnels, aucune politique ou programme n'est mise en place, les données statistiques sur ce secteur ne sont pas connues, au stade actuel, ils sont essentiellement le fait de la cueillette (mangues sauvages, champignons comestibles, safouts, noisettes, feuilles comestibles, etc.). Ainsi dans l'Est du Cameroun, une partie des populations, les Pygmées en particulier vivent de cette cueillette.

Mais en fait, pour les aliments non conventionnels d'origine animale, (grenouilles, serpents, termites, criquets, antilopes, sangliers, insectes, crocodiles, etc.) leur insertion dans les régimes alimentaires au Cameroun est fonction des habitudes alimentaires, des préférences et des convictions religieuses ou traditionnelles. Toutefois, ces RANC sont des sources de protéines nobles, d'acides aminés, de vitamines et des sels minéraux nécessaires à la croissance et au bien-être.

Evidemment, le MINEPIA en est bien conscient; lui qui a déjà pu solliciter et bénéficier d'un TCP de la FAO pour une étude de la population crocodylienne du pays. En effet, et à titre d'exemple l'élevage des crocodiles est utile pour plusieurs raisons: couverture des besoins nutritionnels, maroquinerie, aspect touristique, conservation de la biodiversité...

Sur le plan des structures, le nouvel organigramme du MINEPIA comporte un nouveau service chargé des élevages des espèces non conventionnelle. Le responsable, qui n'est pas encore nommé a du pain sur la planche.

Tableau 4: Composition nutritionnelle de quelques aliments d'origine animale (valeurs par portion de 100g comestible).

Aliments	Energie	Protéines	Matières grasses	Glucides totaux (g)	Calcium	Fer	Retinol (MOG)	G. Carotène	Thiamine
Bœuf peu gras	273	17,2	22,1	0	8	2,3	15	10	0,06
Viande de bœuf	120	17,7	4,9	0	14	3,3	5	1	0,06
Poulet adulte	302	18	25	0	14	1,5	170	145	0,08
Viande de chèvre	279	18	11,2	0	10	2,6	0	0	0,18
Écureuil	116	26,3	0,4	0	23	1,9	280	25	0,07
Grenouille	88	19,9	0,3	0	3	0,3	5	-	0,1
Oeuf de poule	163	12,9	11,5	0,8	61	3,2	500	170	0,1
Hareng	171	17,7	10,6	0	64	2,8	20	0	0,2
Crevette rose	87	17,6	0,9	0,9	79	1,6	20	5	0,04
Fromage Blanc	134	21,0	5,5	0	104	0,2	30	25	0,03
Lait de vache	63	3,1	3,5	5	110	0,1	35	20	0,04

Tableau 5 : valeur nutritionnelle des zones boisées (valeur par 100g de tissu musculaire cru).

Nom savant	Energie (kcal)	PV (gr)	Caisse (mg)	Calcium (mg)	Phosph(mg)	Fer(mg)
CRICETONYX CAMBIANUS (rat géant)	224	42,6	4,7	400	360	10
THRYONOMYS SWINDERIANUS (rat de canne à sucre)	271	28	16,8	320	380	20



Tableau 6 : Composition nutritionnelles de quelques insectes dans la consommation alimentaire (valeur par portion de 100g)

Insectes	Energie (cal)	Protéine	Graisse	C.	P.	Fer
Fourmis volantes		10,1	1,3	-	-	-
Coléophères	192	27,1	3,7	-	-	-
Laves du charançon des palmiers	430	52,2	15,4	185	617	2,3
Sauterelles séchées	420	62,2	10,4	177	418	-
Criquets séchés	436	47,5	22,9	-	-	-
Nymphes		13,5	13,2	-	-	-
Termites séchées	656	35,7	54,3	147	780	52

Sources: (Tab. 4, 5 et 6) : D'après FAO, 1990. Utilisation des aliments tropicaux : produits animaux.